



Audience avec Antoine MAGNANT, directeur général adjoint  
Nice le 11 mai 2023

### **Déclaration de l'alliance CFTC-CGC**

Monsieur le Directeur général adjoint,

Je vous remercie pour l'audience que vous nous accordez à l'occasion de votre venue à Nice. Mon propos sera court, je partage en grande partie ce qui vient d'être exprimé par mes collègues élus au CSAL 06. Et vos réponses nous importent beaucoup tant l'attente est forte et que la période, longue, sans dialogue social, a mis de côté l'avancement de travaux et problématiques lourdes.

Forte du mandat qui lui a été confiée par nos collègues lors des élections professionnelles de décembre dernier, l'alliance CFTC-CGC est vigilante sur les conditions de travail, revendique la refonte des grilles indiciaires, l'augmentation de la NBI géographique. Attachées aux valeurs de la DGFIP, nous sommes soucieux de son potentiel d'attractivité, de son positionnement au coeur des missions de services publics et de l'excellence du service rendu à nos usagers.

Notre direction est actuellement en plein boom : la campagne IR 2023 bat son plein et vous en serez personnellement le témoin au cours de cette journée. Nos collègues des SIP et de l'accueil voient affluer des centaines d'usagers. La volonté d'allègement de l'accomplissement de la déclaration est cette année percutée par les exigences posées par GMBI suscitant l'incompréhension des usagers et générant des charges d'accueil manifestement mal anticipées.

*=> Pouvez-vous à ce jour nous présenter les premiers enseignements de la campagne IR 2023 ?*

La situation des emplois de la DDFIP 06 demeure structurellement déficitaire à hauteur de -10 A et - 40 B à l'issue des mouvements nationaux 2023. L'exercice PLF 2023 est sévère avec les services d'accueil = 75 % des suppressions d'emplois sont localisées sur les SIP et les SIE. Les règles algorithmiques qui dictent ces suppressions sont peu lisibles et ne prennent pas en considération la véritable situation des services.

L'actualité nous oriente également vers le programme gouvernemental tout récent du plan de lutte contre la fraude fiscale. On ne peut que se réjouir de l'importance donnée à cette mission qui incarne nos compétences et marque notre contribution aux recettes budgétaires. On attend cependant des clarifications sur le renforcement humain dédié à ce plan. 1500 emplois, cela représente un effort notable mais comment seront-ils financés ?

=> *Pouvez-vous préciser les plans de recrutement et les modalités de formation de ces futurs collègues ?*

Et, est-ce que l'ambition de mieux lutter contre la fraude fiscale ira jusqu'au recouvrement ? Y aura-t-il un jour une véritable prise de conscience du recouvrement dès la programmation quitte à mobiliser les services de renseignements qui vont être créés ou ceux existants = une BCR du recouvrement en quelque sorte ?

Parmi nos sujets de préoccupation, il en est un qui recueille toute l'attention de nos collègues en contexte d'inflation : c'est le pouvoir d'achat. La DGFIP est un opérateur puissant des mesures visant à préserver le pouvoir d'achat des particuliers et à soutenir l'enchérissement du coût de l'énergie pour les entreprises. Mais nos collègues sont aussi en attente d'une revalorisation du point d'indice et de la refonte des grilles indiciaires.

La cherté de la vie dans les Alpes-Maritimes induit des attentes sur la revalorisation de la NBI géographique, du montant des tickets restaurant et de la subvention ministérielle sur la restauration collective.

Les attentes se font également sentir sur d'autres chantiers comme la protection sociale complémentaire que la CGC souhaite faire progresser rapidement, comme le plan handicap où la DGFIP a un devoir de mise à niveau de l'accompagnement des collègues concernés.

Nous venons de vivre des débats passionnés sur la retraite, mais il ne faudrait pas créer de nouveaux pauvres au moment de la retraite. La possibilité de conversion primes/indices doit être encouragée pour améliorer le niveau des pensions des futurs collègues retraités.

Enfin et pour terminer, nous attendons une plus grande ambition pour basculer dans l'écoresponsabilité. Nous suivons les actions de communication, mais quelles sont les mesures prônées par la direction générale pour manifester ou servir cette finalité, pour mobiliser le collectif vers l'objectif de préservation de nos ressources.

Pour conclure, la situation et la place des femmes est une revendication forte de notre alliance que je réaffirme aujourd'hui. Nous sommes attachés à la diversité des parcours et des situations.